

CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE CAVES

Réunion du Lundi 16 juillet 2018 à 18h **Compte rendu n° 2018-04**

L'an **deux mil dix-huit, le seize juillet à dix-huit heures**, le Conseil Municipal de la Commune de **CAVES**, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur **Bernard Devic, Maire**.

Date de la convocation du Conseil Municipal : **6 juillet 2018**.

Présents : Bernard DEVIC, Sylvain GOMEZ, André MOULIS, Danielle ORTUNO, Jean Pierre CORNET, Sylvie ONNIS, Isabelle DORMIERES, Thierry SAUZE, Séverine BESSODE, , Franck CANAVEILLES , Eliane GOTTARDINI

Absents : Philippe LANGOUSTET procuration Thierry SAUZE, Marie Fleur LEPAGE-SIRVEN procuration Bernard DEVIC, Bertrand CASTANY,

Secrétaire de séance : Eliane GOTTARDINI

- I. Approbation du procès verbal du Conseil Municipal du 14 mai 2018.
- II. Analyses et prospectives sur les choix d'investissements (2018-2020)
- III. Vidéo Protection
- IV. Evolution de la situation des services de la poste sur notre territoire
- V. Autres projets de délibérations :
 - DM n°1
 - Médiation préalable obligatoire
 - Convention A.D.S avec le Grand Narbonne
- VI. Informations :
 - Animations de l'été
 - Saisonniers
 - Chantiers jeunes
 - Tapage nocturne
- VII. Questions diverses

Approbation du compte rendu du précédent conseil municipal

L'assemblée approuve à l'unanimité le compte rendu de la séance précédente du 14 mai 2018.

Analyses, prospectives et calendrier sur les choix d'investissements (2018-2020)

Monsieur le Maire rappelle le calendrier de travail en groupe réalisé par les conseillers municipaux concernant les investissements 2018-2020. Lors des mois de Mai et Juin

2018, par thématique, les conseillers ont étudié tous les projets d'investissements communaux jusqu'à la fin du mandat de l'équipe actuelle.

Un débat constructif permet à l'assemblée d'analyser la pertinence de chaque projet d'investissement au regard des besoins exprimés par la population et des disponibilités budgétaires ainsi que des subventions.

L'assemblée adopte donc l'ordre de priorité suivant :

ORDRE DE PRIORITÉ SUR LA PÉRIODE 2018-2020	NATURE DU PROJET
1	TRAVAUX DE VOIRIE SUR CD 27 DANS LA PORTION COMPRISE ENTRE LE GIRATOIRE DES CORBIERES ET L'INTERSECTION AVEC LA RUE DE LA LIBERTÉ
2	AMENAGEMENT DE L'ESPACE LUDIQUE A PROXIMITE DU CITY STADE
3	TRAVAUX D'OPTIMISATION ENERGETIQUE ET DE MODERNISATION DU FOYER MUNICIPAL
4	TRAVAUX VOIRIE SUR LA RUE DE LA FONTAINE
5	TOIT DE L'EGLISE
6	CONTINUE VOIRIE 3

Vidéo Protection

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un groupe d'élus a réalisé une visite collégiale des communes de Bizes Minervois et Pouzols Minervois.

Monsieur Sylvain GOMEZ détaille les conclusions de ces visites. Il apparaît que le système mobile proposé actuellement à la Municipalité de CAVES apporte entière satisfaction à ces deux collectivités. Il s'agit de location d'une durée de 3 ans.

La première étape de ce projet constitue en une demande de diagnostic par les services de la Gendarmerie afin de définir les besoins en matière d'implantation du matériel.

Une fois les sites définis par ce diagnostic et une fois l'arrêté préfectoral autorisant la commune de CAVES à installer un système de vidéo protection, la commune pourra alors programmer la mise en place de ces caméras mobiles.

L'assemblée approuve ce processus à l'unanimité et mandate le Maire pour appliquer la mise en place d'un dispositif de vidéo protection mobile.

Elle autorise Monsieur le Maire à signer un contrat de location avec le prestataire.

Evolution de la situation des services de la poste sur notre territoire

Madame Danielle ORTUNO informe le conseil municipal de la situation des bureaux de poste du département de l'Aude. Les services de la poste ont indiqué qu'un plan de fermeture est organisé à l'horizon du 1 janvier 2020.

Afin de maintenir ce service public nécessaire à la proximité des populations et de lutter contre le désengagement de l'état face aux problématiques de la ruralité, Madame Danielle ORTUNO expose au Conseil Municipal que, pour accomplir sa mission d'aménagement du territoire, La Poste s'est engagée à maintenir un réseau dense d'au moins 17 000 points de contacts.

Pour ce faire, La Poste propose le passage de certains bureaux en agences postales à gestion communale, aux collectivités qui le souhaitent en offrant les prestations postales courantes dans des conditions nouvelles, conformes aux dispositions prévues par la loi du 4 février 1995 « d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire » modifiée par les lois n° 99-533 du 25 juin 1999 et n° 2000-321 du 12 avril 2000, autorisant la mise en commun de moyens entre les établissements publics et les collectivités territoriales pour garantir la proximité des services publics sur le territoire.

En contrepartie d'une offre de service mieux précisée, d'une amplitude horaire d'ouverture adaptée, d'un équipement modernisé et d'une formation de l'agent chargé de la gestion de l'Agence Postale Communale, La Poste propose aussi une indemnisation.

Pour la durée de son temps de travail consacré à l'activité de l'Agence Postale Communale, l'agent concerné est placé en situation de mise à disposition de La Poste. Monsieur le Maire propose d'étudier l'offre et de travailler avec La Poste une convention ayant pour objet l'implantation d'une Agence Postale Communale.

Autres projets de délibérations

Décision Modificative n°1 d'ordre budgétaire portant rectification du Budget Primitif 2018

Monsieur le Maire propose les modifications suivantes:

DEPENSES FONCTIONNEMENT :

SECTION	CHAPITRE	ARTICLE	OBJET	MONTANT
Fonctionnement	067	678	Autres Charges Exceptionnelles	-40 000,00
Fonctionnement	023	023	Virement à la section d'investissement	- 22 042,00
Fonctionnement	011	61522	Bâtiments	- 500.00
Fonctionnement	011	615221	Bâtiments publics	+ 500.00
Fonctionnement	011	61523	Voies et réseaux	- 500.00
Fonctionnement	011	615231	Voiries	+ 500.00
Fonctionnement	065	658	Charges diverses de gestion courante	- 2 000.00
Fonctionnement	065	65888	Autres charges diverses de gestion courante	+ 2 000.00
TOTAL				- 62 042,00

RECETTES FONCTIONNEMENT :

SECTION	CHAPITRE	ARTICLE	OBJET	MONTANT
Fonctionnement	002	002	Résultat reporté	-62 042,00
TOTAL				- 62 042,00

DEPENSES INVESTISSEMENT :

SECTION	CHAPITRE	ARTICLE	OBJET	MONTANT
Investissement	040	2315	Installations, matériel et outillage technique	-20 000.00
Investissement	Op 933	2315	Installations, matériel et outillage technique	- 2 042,00
TOTAL				- 22 042,00

RECETTES INVESTISSEMENT:

SECTION	CHAPITRE	ARTICLE	OBJET	MONTANT
Investissement	021	021	Virement à la section d'exploitation	- 22 042,00
TOTAL				- 22 042,00

L'assemblée approuve à l'unanimité la Décision Modificative n°1

Médiation préalable obligatoire

Monsieur le Maire indique que la Médiation préalable et obligatoire depuis le 1er Avril 2018

L'article 5, IV de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle prévoit que, à titre expérimental, pour une durée de 4 ans maximum, à compter de la promulgation de la loi, les recours contentieux formés par les agents publics relevant de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, à l'encontre de certains actes relatifs à leur situation personnelle, peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire (MPO).

La médiation peut être définie comme « tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction. » (Article L.213-1 du Code de justice administrative).

Les procédures amiables sont, en effet, un moyen de prévenir et de résoudre plus efficacement certains différends, au bénéfice :

- des employeurs territoriaux, qui peuvent souhaiter régler le plus en amont possible et à moindre coût certains litiges avec leurs agents, dans le respect des principes de légalité et de bonne administration, ainsi que des règles d'ordre public ;
- des agents publics, qui peuvent ainsi régler, dans l'échange, leurs différends avec leurs employeurs de manière plus souple, plus rapide, et moins onéreuse ;
- des juridictions administratives, les procédures amiables permettant, lorsqu'elles aboutissent, de réduire le volume des saisines, et lorsqu'elles échouent, l'instruction par le juge des affaires en est facilitée, l'objet des litiges étant clarifié en amont.

Dans la Fonction Publique Territoriale, la mission de MPO est assurée par les centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale, sur la base des dispositions du 1er alinéa de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 détermine le cadre réglementaire et le calendrier d'application de la MPO en matière de litiges de la Fonction Publique.

Un arrêté ministériel du 2 mars 2018 fixe la liste des départements dans lesquels les centres de gestion assurent la mission de MPO à titre expérimental et les modalités de mise en œuvre, qui inclut le Centre de Gestion de l'Aude.

L'expérimentation de la médiation préalable obligatoire est applicable aux agents publics employés par les collectivités territoriales, affiliées ou non affiliées à ces centres de gestion, qui font le choix de confier au centre de gestion cette mission de médiation.

Dans ce cas, les agents doivent obligatoirement faire précéder d'une médiation les recours contentieux qu'ils souhaitent engager à l'encontre des décisions de leurs employeurs, dans les litiges suivants :

- décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 ;
- refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels aux articles 15, 17, 18 et 35-2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au précédent alinéa ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
- décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle ;
- décisions individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application de l'article 6 sexies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ;
- décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par l'article 1er du décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985.

Ces dispositions sont applicables aux recours contentieux susceptibles d'être présentés jusqu'au 18 novembre 2020 à l'encontre des décisions précédemment énumérées intervenues à compter du 1er avril 2018. Le cas échéant, dans la limite du délai de 4 ans prévu à l'article 5 précité de la loi du 18 novembre 2016, l'expérimentation sera prolongée au-delà du 18 novembre 2020.

Lors de sa séance du 17 avril 2018, le conseil d'administration du centre de gestion de l'Aude a décidé la mise en œuvre de la médiation, approuvé les termes de la convention à proposer aux collectivités et établissements publics pour leur adhésion à l'expérimentation et précisé que cette mission, exercée au titre de la mission de conseil juridique prévue au premier alinéa de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, serait financée, dans un premier temps, par la cotisation additionnelle pour les collectivités et établissements publics affiliés au centre de gestion et par la cotisation au socle commun pour les collectivités et établissements publics non affiliés au centre de gestion.

Le décret du 16 février 2018 précité dispose que les collectivités intéressées doivent conclure avant le 1er septembre 2018 avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale la convention lui confiant la mission de médiation préalable obligatoire.

L'assemblée approuve à l'unanimité l'expérimentation de la médiation préalable obligatoire et confie cette mission au centre de gestion de l'Aude,
Elle autorise de surcroît Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir à cet effet avec le centre de gestion.

Renouvellement de la Convention avec le service Autorisation des Droits des Sols du Grand Narbonne

Monsieur le Maire rappelle que l'article 134 de la loi ALUR du 24 mars 2014 réserve, à compter du 1er juillet 2015, la mise à disposition des services de l'État pour l'application du droit des sols aux seules communes appartenant à des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui comptent moins de 10 000 habitants.

Il revient donc aux Maires du territoire du Grand Narbonne, autorités compétentes pour délivrer les actes au nom de la commune, de charger leurs services de l'instruction des actes d'urbanisme ou d'en charger les services d'une autre collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités (EPCI,...).

Évaluant l'intérêt de mutualiser la mission d'instruction, le Grand Narbonne, à la demande d'un certain nombre de communes de son territoire, a engagé la mise en place d'un service dénommé « ADS » chargé d'accompagner les communes dans l'instruction des autorisations et des actes d'urbanisme.

Les statuts du Grand Narbonne ont été complétés en ce sens par l'arrêté préfectoral n°2013078-0001 du 3 juin 2013.

Le Grand Narbonne a fixé les modalités organisationnelles, juridiques, techniques et financières de sa prestation pour les communes adhérentes dans le cadre d'une Convention de Prestation de service d'instruction des Autorisations du Droit des Sols, approuvée lors du Conseil Communautaire du 07 mai 2015 (délibération N°C-104/2015).

C'est une base contractuelle qui organise les rapports entre la commune et la Communauté d'Agglomération et définit notamment les actes pris en charge, la nature des prestations, les modalités de transmission des demandes, le montant de la participation financière de la commune ainsi qu'une permanence privée en mairie.

L'assemblée approuve le renouvellement de la convention à l'unanimité et mandate le Maire pour signer la nouvelle convention.

Chantiers Jeunes

Monsieur le Maire rappelle que la Municipalité de CAVES, engagée auprès de la jeunesse de notre territoire accompagne l'initiative de la Communauté d'Agglomération du GRAND NARBONNE à travers l'opération chantier jeune. Pour la première fois, la Municipalité de CAVES accueille un chantier du 9 au 20 juillet 2018. Les douze jeunes, rémunérés par les services du GRAND NARBONNE et encadré par des moniteurs professionnels réalisent des travaux d'embellissement de murs et murettes aux abords du Foyer et de l'Hôtel de Ville.

Monsieur le Maire indique que deux jeunes cavistes ont pu bénéficier de ce dispositif.

Informations

- Animations de l'été

Monsieur le Maire rappelle que la programmation culturelle est riche et variée sur la Commune. Deux expositions, la fête nationale ainsi que le Festival de la Tempora animeront les soirées d'été.

- Saisonniers

Monsieur le Maire indique qu'à l'image des années précédentes, deux jeunes saisonniers seront recrutés sur des courtes périodes afin de réaliser principalement des travaux sur les chemins et ruisseaux mais également participer à l'entretien global du village

- Tapage nocturne

Monsieur le Maire rappelle qu'avec l'arrivée des vacances d'été, les nuisances liées au tapage nocturne croissent et que des jeunes individus ont réalisé dernièrement un feu sans aucune autorisation dans la pinède située rue des Figuiers. Monsieur le Maire rappelle l'arrêté 2016-29 du 28 juillet 2016 qui réglemente les nuisances sonores sur la commune est renforcé par la vigilance accrue des services de la Gendarmerie

Questions diverses

Inauguration de la Salle Robert HERVE: Monsieur le Maire rappelle qu'à la mémoire de l'ancien Adjoint au Maire, l'inauguration d'une plaque commémorative dédiant la salle informatique de la Médiathèque à Monsieur Robert Hervé sera réalisée le Mardi 31 juillet 2018 à 18h30.

Mise en peinture de la zone 30 et des passages piétons : Monsieur le maire indique qu'une opération de mise en peinture sera réalisée dans l'été afin de valoriser la réglementation spécifique sur CAVES en matière de vitesse.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h00.

